



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 8 du 14 octobre 2016

Au sommaire :

- **Une politique pour construire les convergences** - *Yvan Lemaitre*
- **Pour que les jeunes fassent fructifier leur propre expérience du mouvement contre la loi travail**
Mónica Casanova
- **TAFTA, CEPA... contre les pactes de brigands, solidarité internationale des travailleurs et des peuples** - *Daniel Minvielle*

Une politique pour construire les convergences

L'offensive réactionnaire engagée par la gauche comme par la droite et l'extrême droite est amplifiée par la campagne pour la présidentielle jusqu'à devenir une ridicule parodie haineuse qui, certes, pèse lourdement sur l'opinion mais semble développer sa propre logique dans un monde bien loin de celui des classes populaires, celui des dites « élites » politiciennes aveuglées par leurs propres discours alimentés par leurs rivalités et leur peur du mécontentement qui sourd de partout.

Ils sentent bien qu'ils n'ont plus prise et ils s'accrochent de plus en plus à leur État, ou plutôt celui des classes dirigeantes, à sa police objet de toutes leurs sollicitudes dans leur empressement à confondre les voyous avec les classes populaires comme le démontrent leurs discours à propos de l'attaque de policiers à Viry-Châtillon.

Ce déferlement est alimenté aussi par le drame des migrants victimes de leurs politiques, de leurs guerres et cependant désignés à la vindicte populaire. Mais là encore, le monde du travail ne semble pas se laisser instrumentaliser aussi facilement que ces manipulateurs d'opinion pouvaient l'espérer.

Et c'est surtout sur le plan social que la colère trouve les moyens de se faire entendre malgré le bruit assourdissant des médias.

La journée du 15 septembre a permis de démontrer que pour bien des militantEs que le mouvement n'avait pas dit son dernier mot. Maintenant, il trouve sa suite dans des dizaines de conflits locaux, en particulier contre les licenciements. Il s'exprime aussi à travers la mobilisation contre l'aéroport de Notre Dame Des Landes qui provoque doutes et divisions au sein de l'exécutif. L'impulsion qu'il a donnée n'a pas épuisé ses possibilités.

Saisir les occasions

Dans ce contexte, l'initiative de la CGT Goodyear des 19 et 20 octobre, à Amiens, en solidarité face à la répression, prend un sens plus large que la mobilisation pour la relaxe, celui d'un moment de convergence qui s'inscrit à la fois dans la continuité du mouvement et dans les luttes en cours.

C'est un point d'appui pour conforter les évolutions politiques qui se sont affirmées au printemps sans encore avoir trouvé la force de converger, de surmonter les divisions, les routines d'appareils.

Cette force, c'est une conscience et une confiance politiques communes, la conscience qu'il n'y a pas de compromis possible entre les exigences du capital et celles du travail, qu'il n'y a pas d'issue autre que l'affrontement.

Elle se forge à travers les luttes et conflits mais aussi tous les jours en faisant de la politique en discutant avec ses collègues, dans son syndicat, avec ses proches, de la politique des patrons, de l'État et du gouvernement, de leurs prétendues réponses à toutes les grandes questions sociales auxquelles sont confrontés les salariés, les classes populaires, les jeunes. Ces réponses n'obéissent qu'à une seule logique, la défense de leurs intérêts de classe en fonction du rapport de force.

Des revendications, une démarche qui rassemble

L'annonce par Alstom de la fermeture de son usine ferroviaire de Belfort est intervenue de façon brutale, provocatrice comme le symbole de cette politique. Alstom a largement de quoi garantir tous les emplois. En 2014, l'entreprise a vendu sa branche énergie à General Electric, et les actionnaires, à commencer par Bouygues, ont ré-

cupéré 3,2 milliards d'euros. Elle a fait au total 6 milliards d'euros de profits en dix ans. Même si, du point de vue capitaliste, elle est soumise à une concurrence acharnée, elle a un carnet de commandes de 30 milliards d'euros et se vantait récemment d'avoir décroché d'énormes contrats aux États-Unis et en Inde.

Devant la colère et la mobilisation, au final, le gouvernement a annoncé un plan de commande de 21 rames de TGV pour tenter de maintenir la production. C'est la mobilisation des salariés et de la population de Belfort qui a forcé le gouvernement et la direction d'Alstom à changer leur plan et il n'y a pas d'autre garantie pour l'avenir que le rapport de force, non seulement face à Alstom mais, plus globalement, face au patronat et à l'État.

Alstom en est une démonstration, les politiques gouvernementales contre le chômage ne sont qu'un prétexte pour distribuer de l'argent aux actionnaires. Elle a bénéficié d'aides généreuses (CICE, Crédit impôt recherche) et de baisses de charges. Tous ces cadeaux ont été faits sans aucune contrepartie de la part des actionnaires, qui restent libres de licencier comme ils l'entendent. Voilà ce que Valls appelle « *l'État stratège* » !

Inverser la courbe du rapport de force

La seule chose qui puisse inverser la courbe du chômage, c'est d'inverser la courbe du rapport de force. Cela suppose que les salariés se convainquent eux-mêmes qu'ils n'ont rien à attendre de tous les boniments politiques pour se donner les moyens de reprendre l'offensive.

Les Dupont-Aignan ou Montebourg embouchent les trompettes du « *patriotisme économique* ». Mais le « *produire français* » est un leurre tout comme prétendre que l'on peut s'extraire du marché mondial. Tout comme les nationalisations préconisées par Le Pen ou Mélenchon. A quelles conditions ? Les capitalistes ne sont pas opposés aux nationalisations grassement indemnisées, comme la gauche en fit beaucoup au début des années Mitterrand. L'État modernise, investit, restructure, puis privatise des firmes de nouveau profitables. Tout bénéf pour les capitalistes !

La nationalisation ou plutôt la réquisition doit se faire sans indemnité ni rachat, et sous le contrôle des salariés. Mais cela suppose un tout autre rapport de force.

Les fermetures d'usine, les licenciements, le chômage et la précarité n'obéissent à aucune nécessité dite économique autre que celle du capitalisme. Ils sont le résultat des choix et de la logique d'une politique de classe d'une minorité qui cherche à concentrer toujours plus de richesses entre ses mains au détriment du plus grand nombre.

Indépendance et solidarité de classe

La propagande, la bataille idéologique du patronat relayée à grands moyens par les politiciens à leur service et les médias dont ils sont propriétaires visent à masquer cette évidence quotidienne, en vantant le patriotisme, le chauvinisme et leurs inévitables corollaires, la xénophobie et le racisme.

Le Pen, Valls ou Sarkozy spéculent sur la peur des étrangers, qui seraient en concurrence avec les travailleurs d'ici pour les emplois ou les logements. Mais le chômage de six millions de personnes et la précarité n'ont pas attendu les migrants et n'ont rien à voir avec eux !

Les réfugiés ne sont pas responsables de la crise économique ou du déficit de l'État. Quand le gouvernement impose la loi travail pour servir les patrons, quand Alstom veut fermer une usine et ruiner des vies pour accroître ses profits, qu'ont donc à voir les réfugiés ?

Bien au contraire, ils sont les victimes des répercussions internationales de cette même logique qui combine le libéralisme avec les pratiques impérialistes qui s'inscrivent au niveau des relations entre les nations dans une concurrence mondialisée exacerbée.

Ils appartiennent à notre classe, celle des exploités et des opprimés.

Une lutte globale, politique

La lutte pour imposer les exigences du monde du travail ne peut se limiter au terrain syndical, social, c'est une lutte politique et cela d'un double point de vue. D'abord parce qu'elle s'affronte non seulement aux multinationales et au patronat mais aussi à leur État et ensuite parce que, au final, le rapport de force est une question politique qui dépend du niveau de conscience du plus grand nombre.

Voilà pourquoi cette lutte se mène aussi sur le terrain électoral sans la moindre illusion sur les institutions bourgeoises mais en pleine conscience que le rapport de force se construit aussi sur ce terrain-là, y compris par le bulletin de vote.

La mobilisation contre la loi El Khomri n'a pas réussi à faire reculer le gouvernement PS-MEDEF mais elle a contribué à changer le rapport de force en provoquant ou en accélérant des prises de conscience au sein du monde du travail grâce aux jeunes, aux travailleurs conscients et combattifs qui se sont mobilisés. C'est en cela qu'elle marque un tournant important du moins si, avec celles et ceux qui en ont été les actrices et les acteurs, nous réussissons à aller plus loin pour avancer vers la construction d'un parti des travailleurs.

La convergence des luttes, ce sera la convergence de ces évolutions et prises de conscience.

Yvan Lemaitre

Pour que les jeunes fassent fructifier leur propre expérience du mouvement contre la loi travail

Une fraction de la jeunesse a été l'initiatrice du mouvement dans les lycées et les facs dès le 8 mars dernier. Si

la pétition de Caroline de Haas a été un révélateur de la révolte qui couvait et qui devait s'exprimer dans les rues,

c'est la jeunesse, en bloquant des lycées et des facs, en manifestant bruyamment et audacieusement qui lui a donné corps. Les vidéos de « *On vaut mieux que ça* » ont été au moins aussi populaires que « *Loi Travail, non merci !* ».

En effet, la jeunesse qui s'est mobilisée avait tout de suite compris qu'il s'agissait d'une attaque en règle contre les futurs salariés qu'ils seraient. Elle avait entrevu, au-delà de la loi, le modèle de société qui se préparait à l'opposé de ses aspirations profondes : contre l'esclavage moderne (que bien des jeunes connaissent souvent voire uniquement dès qu'ils commencent à travailler, ce que font la moitié des étudiants, par exemple), pour le respect de sa dignité, la liberté de parler et d'agir, d'expérimenter, de se moquer de l'ordre établi, du gouvernement et de son monde et de les contester. La jeunesse a montré qu'elle n'aime pas être victimisée ; elle se sait victime et ne l'accepte pas.

Une nouvelle génération militante...

D'emblée, la jeunesse en lutte a été confrontée à l'État avec une répression particulièrement forte qui a été abondamment médiatisée. Et poussée par la générosité qui la caractérise, elle a pris la parole pour dénoncer bien d'autres oppressions comme l'oppression raciale ou de genre, le pillage de la planète, ne se contentant pas de contester la loi Travail et le MEDEF. La jeunesse a été pour beaucoup dans l'élargissement du mouvement à la contestation de toute la société. Dans les AG de jeunes ou de Nuit Debout, il a constamment été question de solidarité avec les migrants, les sans-papiers, contre le FN, pour les ZAD, l'écologie, les prises de décision démocratiques (parfois jusqu'à l'extrême, mais c'est aussi ça l'apprentissage de la lutte !).

Une des particularités de cette jeunesse est qu'elle n'avait pas le fil à la patte des directions syndicales, les organisations de jeunes FIDL ou UNL étant très peu présentes voire inexistantes. L'UNEF, dont un des dirigeants a pu un moment occuper les médias, a vite été débarquée par un mouvement qui ne voulait pas se laisser récupérer. Dans la jeunesse en lutte, le slogan « *anticapitalistes* » a gagné des cortèges entiers qui scandaient aussi « *tout le monde déteste le PS* ». La confiance dans le gouvernement et ses satellites a été rompue. La jeunesse qui s'est mobilisée n'avait pas de liens avec cette « gauche » qu'elle n'avait pratiquement pas connue, elle n'avait pas d'intérêt de boutique à défendre.

Certes, le lien avec les salariés n'a pas toujours été évident car à juste titre, bien des jeunes avaient des préventions contre les bureaucraties syndicales qu'ils voyaient à l'œuvre dans les manifs, pesant de tout leur poids contre les manifestations nombreuses et dynamiques des jeunes, respectueuses de l'ordre, de la police, du calendrier du gouvernement. Par manque d'expérience, cette jeunesse a souvent confondu les directions syndicales avec les militants syndicaux de base, les rejetant ensemble.

Mais durant le mouvement, des jeunes ont pu voir que chez les salariés moins jeunes et syndiqués il y avait une

même révolte. Qu'ils avaient à affronter le même Etat et le même « dialogue social », la répression. Contre la loi El-Khomri, une série de blocages d'entreprises ou de points économiques stratégiques se sont faits ensemble, de même que des chahuts de meetings du PS ou du FN...

Ce lien entre l'énergie, l'inventivité, la liberté des jeunes et la révolte profonde de la classe ouvrière était indispensable. Il est indispensable pour construire pratiquement l'ébauche d'un parti pour l'émancipation en défiant les routines des dominations de toutes sortes : familiales, politiques et syndicales, pour unir l'audace à la contestation de la loi et de l'ordre qui va avec.

Il n'y a pas d'issue électorale institutionnelle, quel que soit le gouvernement, il faudra le combattre, lui et son monde. Pour avancer, il est nécessaire de dépasser les réflexes antipolitiques, « identitaires » souvent alimentés par des courants anarchistes ou autonomes. Derrière une soi-disant radicalité contre l'ordre (la police, l'extrême droite même si elle a été bien discrète durant ce mouvement !) et leur critique des partis institutionnels, ils ont bien souvent entravé les tentatives d'organisation démocratique. Avec leur activisme, ils ont pu contribuer à censurer des débats indispensables au cours de la lutte. En combattant l'organisation des débats et la prise de décision collective, ils ont souvent flatté l'individualisme de grandes gueules qui bien souvent méprisent ceux qui s'éveillent à l'organisation et à la politique.

Aujourd'hui, de nombreux jeunes continuent à se réunir, parfois en lien avec les collectifs de lutte contre la loi Travail. C'est précieux, mais ils ont besoin de nouvelles perspectives pour nourrir leur volonté d'agir, de s'engager, faire de la politique loin des partis institutionnels pour prendre toute leur place dans la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société.

Le débat d'idées se poursuit. Comment se battre chaque jour, même lorsqu'il n'y a pas de mouvement, sans apprendre des luttes passées, de l'accumulation d'expériences politiques et humaines du mouvement ouvrier et des peuples en lutte ? L'élan de ce printemps est aussi un appel à réaffirmer avec les jeunes les idées que nous défendons quotidiennement, les idées de la lutte de classe et de l'émancipation humaine. S'émanciper de l'aliénation est quelque chose qui s'apprend comme aussi faire de la contre-propagande tous les jours contre la domination capitaliste et son ordre moral.

Cela ne s'apprend pas seulement dans des livres, mais en faisant de la politique au quotidien. Ça s'apprend aussi par l'exercice de la démocratie, du fait d'être soi-même acteur du mouvement, de devenir capable de diriger en tenant compte des différents niveaux de conscience, sans démagogie ni autoritarisme, de déléguer mais aussi de prendre des initiatives, de se donner une direction et des porte-parole élus et mandatés. Beaucoup de jeunes n'ont pas eu le temps d'apprendre à s'approprier la parole, même si beaucoup ont fait une première expérience, beaucoup de filles se sont mises en avant, pratiquant un féminisme concret qu'elles ne sont pas prêtes d'oublier.

Par l'action collective, pour l'émancipation...

Cela passe aussi par la démocratie dans le parti, le partage d'expériences. Arriver à se faire une opinion commune, à élaborer une politique commune, raisonner au niveau du parti tout entier, jeunes et moins jeunes. Le parti que nous avons est plein d'imperfections, certes, mais le parti que nous voulons sera notre œuvre collective, la jeunesse y a toute sa place.

On apprend aussi en luttant aux côtés de ceux qui souffrent et relèvent la tête, conscients que ceux d'en haut ne vivent que grâce au travail de ceux d'en bas, en allant vers la jeunesse ouvrière actuelle qui a bien plus de possibilités objectives que la jeunesse qui l'a précédée. Elle étudie plus longtemps et a un savoir accumulé plus grand, elle communique et peut se mobiliser beaucoup plus vite. C'est aussi une jeunesse beaucoup plus riche par ses origines. Nos idées, parce qu'elles sont en rupture totale avec ce système, son État et ses frontières, parce qu'elles dénoncent le colonialisme et l'impérialisme du point de vue de l'ensemble des exploités, ne peuvent pas ne pas toucher la jeunesse immigrée.

...avec les idées du marxisme, du matérialisme militant

Dans la période nouvelle que nous vivons, il est indispensable que la jeunesse révoltée s'approprie les lois de la société, son analyse scientifique, une vision dialectique du monde où tout bouge et se transforme, loin des dogmes immobilistes de l'histoire officielle, des discours moralistes, idéalistes, religieux qui dominent les esprits au lieu de les ouvrir au monde. Il nous faut l'outil du matérialisme scientifique pour étudier et comprendre les phénomènes économiques et sociaux profonds, les transformations moléculaires à la base des grands bouleversements, pour trouver les leviers pour transformer la société. Sans Dieu ni maître mais avec conscience, en s'appuyant sur la révolte.

La situation objective est plus que mûre pour le socialisme avec le capitalisme libéral et impérialiste en crise qui craque de toutes parts. Mais elle ne l'est pas encore subjectivement. Pour cela, la jeunesse est indispensable à la construction de ce parti de l'émancipation humaine. « *La jeunesse est la flamme de la révolution* » disait Liebknecht... Sa place est dans notre parti, avec les travailleurs pour ensemble écrire l'étape d'après...

Mónica Casanova

TAFTA, CEPA..., contre les pactes de brigands, solidarité internationale des travailleurs et des peuples

Les accords de libre échange en cours de négociation par l'Union européenne et les Etats-Unis (TAFTA) comme celui en voie de signature avec le Canada (CEPA) suscitent, à juste titre, inquiétude et contestation. Des manifestations ont réuni 9 000 manifestants anti-TAFTA à Bruxelles le 9 septembre, 250 000 à Berlin le 10 octobre, alors que se prépare la manifestation de samedi 15 à Paris à l'initiative du collectif Stop-Tafta (www.collectifstopafta.org). Ce collectif dénonce l'hypocrisie du gouvernement qui fait semblant d'avoir des réticences sur le TAFTA alors qu'il s'apprête à signer son clone, le CETA. Il dénonce le secret dans lequel ces accords sont négociés par la Commission européenne, le fait que 95 % des organismes qu'elle a consultés sont les lobbys des multinationales. Il en décrit les menaces sociales, économiques, écologiques, démocratiques... De bonnes raisons de nous opposer à ce qui ne peut être qu'un arrangement entre prédateurs pour mieux pressurer les travailleurs et les peuples.

Mais à défaut de formuler une réponse globale autre que l'exigence, pour le gouvernement, de ne pas signer l'accord CETA et de stopper les négociations sur le TAFTA, il laisse la place à la politique protectionniste que défendent un certain nombre d'organisations s'opposant au TAFTA et au CEPA.

Passons sur les positions souverainistes et cocardières bien connues de Mélenchon, chantre d'un « *protectionnisme solidaire* » et « *l'indépendantisme français* », qui se targue d'avoir été le premier à révéler l'existence des négociations secrètes sur le TAFTA... Le PCF, quant à lui, dans un communiqué du 31 août où il se félicitait (un peu tôt...)

de l'annonce par le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Matthias Fekl, que la France se retirait des négociations sur le TAFTA, appelait « *... le président et l'Exécutif à la cohérence et à la défense des intérêts économiques et sociaux de notre peuple et des peuples européens, et donc à retirer de la même façon son soutien au CETA et au TISA [accord sur le commerce des services] pour initier au contraire des traités de maîtrise des échanges visant le développement humain, social et écologique, et celui des biens communs. Un autre chemin, celui d'une régulation commerciale mutuellement bénéfique pour les peuples, ayant le souci du bien commun au niveau international, est pourtant possible. La France devrait en être la promotrice...* ». Il faut oser écrire cela, alors que l'on vient de se battre pendant des mois contre la loi Travail concoctée par « *le président et l'Exécutif* » pour le plus grand bonheur du MEDEF et des multinationales !

Cependant, oui, effectivement, un « *autre chemin* » vers une société débarrassée des méfaits de la dictature des multinationales et de leur « libre échange » « *est possible* », et même nécessaire. Mais il ne passe certainement pas par le retour vers une souveraineté nationale, française ou européenne, fût-elle « de gauche », ni vers un protectionnisme, fût-il « raisonné » ou « solidaire »...

Libre-échange et protectionnisme, les oscillations d'un système régi par la concurrence

« *Libre-échange* » et « *protectionnisme* » sont présentés par les institutions internationales, Front Monétaire International, Organisation Mondiale du Commerce, G20...

comme deux politiques antinomiques. Au G20 de septembre dernier, les dirigeants de 20 plus grandes puissances mondiales ont rappelé leur résolution à « *s'opposer au protectionnisme* », cause selon eux du ralentissement de l'économie et des échanges internationaux ; l'OMC, chantre du libre échange, fait toujours, contre vents et marées, de sa généralisation à l'ensemble du commerce mondial la condition nécessaire et suffisante d'un avenir radieux pour l'ensemble de l'humanité...

En 1944, les accords de Bretton Woods organisés à l'initiative des USA instituaient, avec le FMI et la Banque mondiale, l'OIC, organisation internationale du commerce. L'OIC est devenue le GATT (accord général sur les taxes douanières et le commerce) en 1947, qui laissait place à l'OMC en 1994. Il s'agissait, dans les discours, de créer des organes de régulation financière et commerciale afin d'éviter que renaissent les causes qui avaient conduit à la grande crise de 1929 et à la guerre. Un credo guidait (et guide toujours...) leur action : s'appuyant sur les « avantages » que posséderait chaque pays vis-à-vis des autres, le libre échange serait un facteur de développement, de paix et de démocratie... Pour cela, il fallait lever les obstacles à la circulation des marchandises, de réduire et rendre équivalents les droits de douanes, avec éventuellement des exceptions pour compenser certains déséquilibres. Les pays qui le souhaitaient pouvaient constituer des « zones de libre-échange » au sein desquelles les échanges seraient encore plus « libres », comme c'est le cas de l'Union européenne...

Mais sur un marché international ouvert, ce sont les banques les plus puissantes, les entreprises les plus compétitives, celles des pays les plus avancés, qui imposent leur loi, prennent les parts de marché, siphonnent les richesses par mille biais, dont celui de la dette. Au lieu de s'égaliser, les inégalités se creusent. Et cela aussi bien au niveau des échanges internationaux qu'au sein des zones de libre échange et des pays eux-mêmes.

Derrière l'enfumage, Bretton Woods était en réalité l'institutionnalisation de l'hégémonie sans partage acquise par l'impérialisme US sur le reste du monde dit « libre » au cours de la guerre : il s'agissait d'ouvrir les marchés internationaux à ses marchandises et à ses capitaux, à commencer par ceux des pré-carrés coloniaux français et britanniques.

Mais depuis Bretton Woods, le monde a changé... La crise mondiale des années 1970 a marqué le début d'une nouvelle phase d'expansion du capitalisme, la mondialisation libérale... Au début des années 1990, l'effondrement du bloc soviétique a ouvert d'immenses territoires au commerce « libre ». Le nombre de membres de l'OMC est passé des 23 fondateurs de l'OIC en 1944 à plus de 160 aujourd'hui... De nouveaux rapports de forces économiques mondiaux sont apparus. L'émergence de nouvelles puissances, en particulier la Chine, tout comme la crise globale qui a éclaté en 2008, abousculé la donne. L'OMC, conçue comme machine de guerre de l'impérialisme US dans le contexte de l'après guerre, ne peut plus

jouer ce rôle dans le monde d'aujourd'hui, théâtre d'une toute autre réalité économique et géopolitique. Le credo du libre échange et de l'anti-protectionnisme est certes toujours érigé en principe inébranlable dans les discours, mais il a du plomb dans l'aile...

On en trouve une illustration dans l'état des relations actuelles entre l'Union européenne et la Chine. Lors de son entrée à l'OMC en 2001, des droits de douanes élevés avaient été imposés à la Chine au prétexte qu'elle n'était pas une « véritable économie de marché ». Il s'agissait de freiner un tant soit peu l'afflux sur les marchés US et européens des marchandises produites en Chine par une main d'œuvre surexploitée et très bon marché. L'UE débat actuellement de savoir s'il est possible ou pas de lui accorder ce statut « d'économie de marché »... A défaut de conclure, elle vient de décider une forte augmentation des droits de douanes (de 20 à plus de 70 % selon les types) sur les produits métallurgiques chinois, dont les prix bradés menacent de réduire à la faillite ce qu'il reste de l'industrie métallurgique européenne.

Mais si les produits métallurgiques chinois font l'objet d'une telle braderie, c'est avant tout parce que l'industrie chinoise, boostée par la flambée d'investissements internationaux à travers lesquels banquiers et multinationales US et européens ont largement pris leur part de plus-value arrachée aux travailleurs chinois, se trouve aujourd'hui confrontée à une forte surproduction, accentuée par le ralentissement de l'économie mondiale.

Cette situation participe du contexte général de stagnation, voire de récession mondiale. Une nouvelle crise bancaire menace, dont la situation de la Deutsche Bank constitue peut-être les prémices. Les politiques monétaires de taux faibles, voire négatifs, menées par les banques centrales se sont avérées impuissantes, comme on pouvait s'y attendre, à « relancer la croissance »...

C'est dans ce contexte que se discutent les accords de libre-échange entre les USA, le Canada et l'UE, au profit des intérêts des sommets des classes dominantes, banques et grandes multinationales : créer des zones de libre échange leur permettrait de se protéger un minimum de la concurrence chinoise, par les droits de douane et par toute une batterie de normes spécifiques discriminant certaines marchandises venant de l'extérieur.

Il s'agit en même temps de favoriser la circulation des marchandises au sein de la zone en se débarrassant, entre autres, de diverses normes sanitaires. De diversifier aussi la nature des marchandises pouvant faire l'objet de ce trafic et produire des profits : services, marchés publics, droits d'auteurs et brevets, biens culturels...

Les accords en discussion, s'ils font l'affaire des multinationales, constituent effectivement une menace bien réelle, la perspective pour les peuples, d'ailleurs aussi bien européens que nord-américains, de nouveaux reculs sociaux et démocratiques. Mais prétendre s'y opposer par un protectionnisme défendant les « *intérêts économiques et sociaux de notre peuple et des peuples européens* », comme le demande le communiqué du PC, est une autre affaire...

Le protectionnisme dans « l'intérêt des peuples », un danger et un leurre

Les Etats des impérialismes européens et US ont pu être perçus à certaines époques, bien à tort, comme protecteurs de leurs populations nationales. La classe ouvrière, du moins certaines de ses couches, son aristocratie, ainsi que la petite bourgeoisie, avaient pu « bénéficier » de quelques retombées du pillage des richesses et de la surexploitation des travailleurs des colonies. La politique des organisations réformistes s'est nourrie, dans le contexte de l'impérialisme du début du 20^{ème} siècle, de cette illusion que l'Etat capitaliste pouvait assurer un certain équilibre social, une certaine justice sociale. Cette politique s'est maintenue dans l'après guerre où elle a trouvé en France, à la fin de la guerre, son expression dans le programme du Comité National de la Résistance, sous l'égide des gaullistes. Et c'est sur ce mythe que s'appuient encore aujourd'hui ceux qui entretiennent l'espoir que l'instauration d'un protectionnisme pourrait constituer une alternative à ces politiques de régression sociale.

Mais c'est une impasse dangereuse. L'évolution du monde au cours des dernières décennies n'est pas le résultat de l'application, plus ou moins réussie, de plans concoctés dans leurs bureaux par quelques théoriciens néolibéraux réactionnaires, elle est le produit des évolutions du capitalisme, du rapport de force entre puissances, de la lutte des classes, et il faudra tout autre chose qu'un « bon gouvernement » nanti de « vraies valeurs de gauche » pour inverser le cours des choses.

La grande majorité des classes laborieuses, en particulier des vieilles puissances impérialistes, fait quotidiennement l'expérience que l'extension du libre-échange qui accompagne depuis des décennies la globalisation de l'économie capitaliste est synonyme de reculs sociaux et démocratiques. Les Etats apparaissent pour ce qu'ils sont : les représentants des sommets des classes dominantes, multinationales et marchés financiers qui ne connaissent pas de frontières et ne s'embarrassent d'aucun faux-semblant démocratique, les acteurs directs des reculs sociaux et démocratiques, quelle que soit la « couleur politique » dont ils se maquillent.

Les crises politiques qui se généralisent un peu partout sont l'expression de la perte de confiance dans les institutions des Etats et dans les gouvernements qui en résulte, des ruptures qui s'opèrent.

Elles sont aussi un chemin ouvert à l'extrême droite souverainiste et nationaliste. On peut lire par exemple sur le site du FN : « *L'administration américaine et la commission européenne négocient en toute discrétion, sans vrai débat public et médiatique, un traité de libre-échange transatlantique (ou TAFTA) visant à créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique. Ce traité aura pour conséquence la fin des barrières tarifaires et non-tarifaires pour le commerce avec les États-Unis. Cela signifie notamment la fin des droits de douanes et des quotas pour les importations qui protègent notre agriculture de la concurrence déloyale ainsi qu'un aligne-*

ment de nos normes sur les normes américaines – soient une menace pour nos agriculteurs et l'effacement de nos appellations et autres marques de qualités. Le TAFTA représente aussi un danger pour notre santé par l'importation de produits « à l'américaine » : poulet lavé au chlore, bœuf aux hormones et utilisation de nombreux produits chimiques interdits en Europe. Le TAFTA a également pour but de permettre aux multinationales d'attaquer les Etats devant une justice privée, s'ils décident de fixer des normes sociales, sanitaires ou environnementales gênant une multinationale. Les principes de souveraineté et de choix démocratiques sont bafoués par ce traité. Le Collectif Nouvelle Écologie et le Front National de la Jeunesse, partenaires dans la lutte contre le funeste traité TAFTA, vous proposent de signer cette pétition pour demander au Président de la République, François Hollande, de sortir immédiatement la France des négociations TAFTA. » (Pétition Pour que la France sorte des négociations TAFTA)

L'identité des arguments avancés par les anti-TAFTA anti-libéraux et l'extrême-droite devrait pour le moins interroger... Les intentions politiques des uns et des autres sont certes aux antipodes, mais les intentions ne font pas une politique.

L'argument de « *ne pas laisser le terrain du nationalisme et du souverainisme* » au FN est un jeu suicidaire qui ne peut que le servir, conforter ses arguments démagogiques, l'aider à dévoyer la juste colère populaire pour mieux servir au final ses ambitions politiques et ces mêmes classes dominantes qu'il prétend combattre.

Un capitalisme à visage humain, régulé, des États nationaux souverains et protecteurs de leurs peuples peuvent d'autant moins exister aujourd'hui qu'ils n'ont jamais existé ailleurs que dans la mythologie républicaine. Entretenir ce mythe aujourd'hui ne peut servir que nos ennemis de classe et désarmer le monde du travail. Pour en finir avec les méfaits du libre échange, avec la dictature de la finance et des multinationales, il faut en finir avec le capitalisme lui-même...

En finir avec la concurrence et les lois du marché : la coopération des peuples et la planification de l'économie

Cette perspective n'a rien d'une utopie. Au cours de son évolution, sous le coup de ses contradictions, de la confrontation entre sa recherche permanente du profit maximum et la concurrence qui y fait obstacle, le capitalisme crée, comme l'écrivait Marx, les « *conditions de son propre dépassement* ».

L'expansion qu'à connu le capitalisme ces dernières décennies est certes synonyme de crise, de catastrophe écologique, de reculs sociaux, de gabegie économique, de surexploitation... Mais ce faisant, elle a étendu à l'ensemble de la planète la division du travail. Elle a généré une immense classe ouvrière, liée quotidiennement par les nécessités d'une organisation de la production désormais mondialisée.

La question n'est pas de savoir si c'est bien ou mal, c'est un fait. Et ce fait rend illusoire, et surtout dangereux, un retour vers des économies « autarciques », enfermées dans la fausse « protection » de leurs frontières, sinon au prix de terribles reculs économiques, sociaux et démocratiques. Il est en même temps le signe que se sont constituées les bases matérielles et humaines sur lesquelles peut se construire une autre société, celle de la coopération des

travailleurs et des peuples, une société où la production et les échanges ne soient plus régis par la concurrence, mais reposent sur une planification démocratique destinée à satisfaire les besoins de chacunE.

C'est cette perspective qu'il nous faut porter au cœur de la contestation sociale qui se développe face aux attaques qui se multiplient contre les travailleurs et les peuples.

Daniel Minvielle